



# Les licenciements économiques

## MAINE ET LOIRE

Situation au 30/04/2014

Document mensuel



Libre de diffusion sous réserve de mention de la source « Pôle emploi Pays de la Loire »

### LES LICENCIÉS ÉCONOMIQUES AU COURS DU MOIS

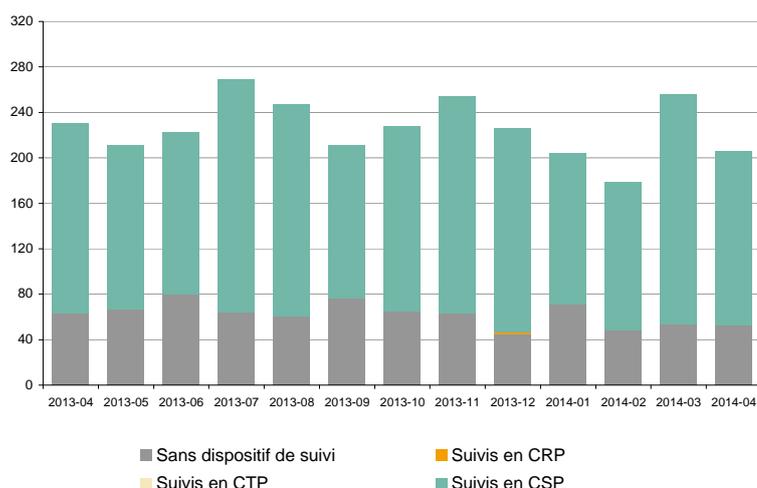
En avril 2014, **206** demandeurs d'emploi ont été inscrits pour motif licenciement économique. Ce nombre est en diminution de **10,4%** par rapport à avril 2013. Les licenciés avec dispositif qui représentent **74,3%** de l'ensemble diminuent de **8,4%**. En tendance (moyenne mobile sur 3 mois), le nombre de licenciés économiques affiche un pic important en janvier 2013 puis repart à la baisse depuis plusieurs mois (**213** licenciements en avril 2014).

En un an, **2 713** personnes ont été inscrites pour ce motif sur le département du Maine et Loire (soit une baisse de **7,7%**).

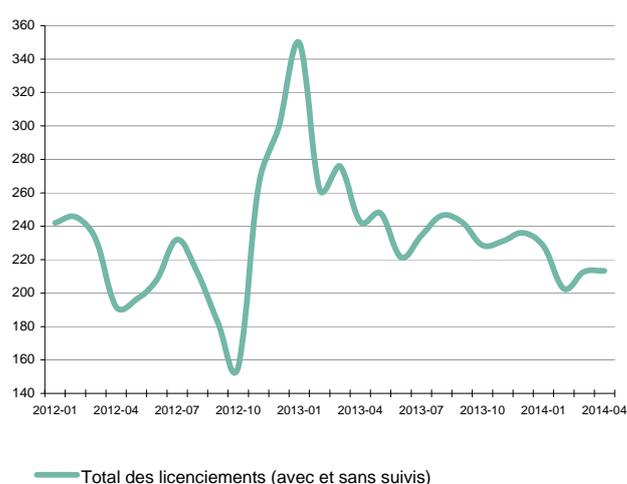
#### SOMMAIRE

- 1 Les licenciés économiques
- 2-3 Leurs caractéristiques socio démographiques  
La DEFM avec dispositif

Les inscriptions suite à licenciement économique



Moyenne mobile sur 3 mois



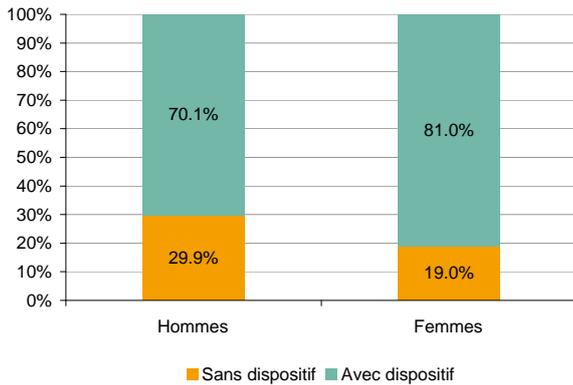
		Licenciés économiques	dont sans dispositif de suivi	%	dont avec dispositif de suivi	%	dont CRP	dont CTP	dont CSP
Valeur mensuelle	avr-14	206	53	25.7%	153	74.3%	NC	NC	153
	avr-13	230	63	27.4%	167	72.6%			167
Evolution		-10.4%	-15.9%		-8.4%				-8.4%
Cumul sur 3 mois	avr-14	640	154	24.1%	486	75.9%	NC	NC	485
	avr-13	728	176	24.2%	552	75.8%	NC	NC	552
Evolution		-12.1%	-12.5%		-12.0%		NC	NC	-12.1%
Cumul sur 12 mois	avr-14	2 713	745	27.5%	1 968	72.5%	NC	NC	1 966
	avr-13	2 940	842	28.6%	2 098	71.4%	NC	NC	2 084
Evolution		-7.7%	-11.5%		-6.2%		NC	NC	-5.7%

Source Persee

**Information méthodologique** : Sont comptabilisés comme licenciés économiques au cours du mois, les demandeurs d'emploi inscrits en catégorie 4, motif CRP (20), CTP (31), ou CSP (34), ainsi que les personnes inscrites en catégorie 1, 2 ou 3 pour motif licenciement économique (11).

# LES CARACTERISTIQUES SOCIO DEMOGRAPHIQUES DES LICENCIES ECONOMIQUES

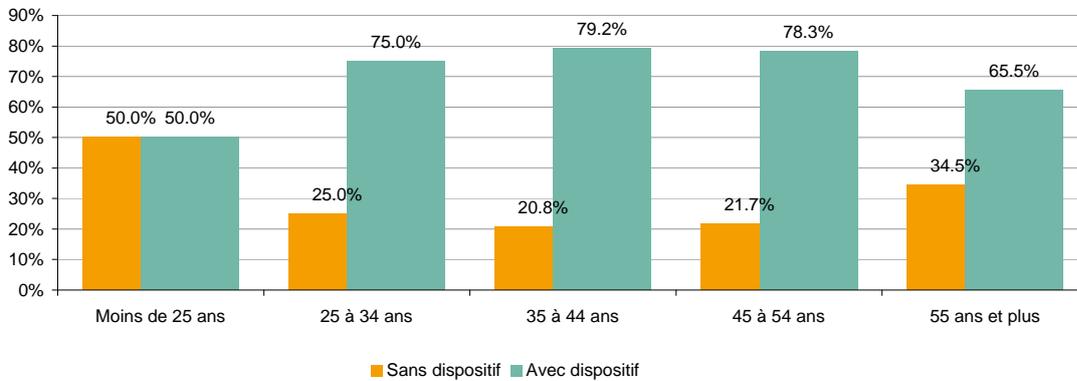
## Répartition par sexe



En avril 2014, la proportion des femmes licenciées économiques avec un dispositif (81%) est plus importante que celle des hommes (70,1%).

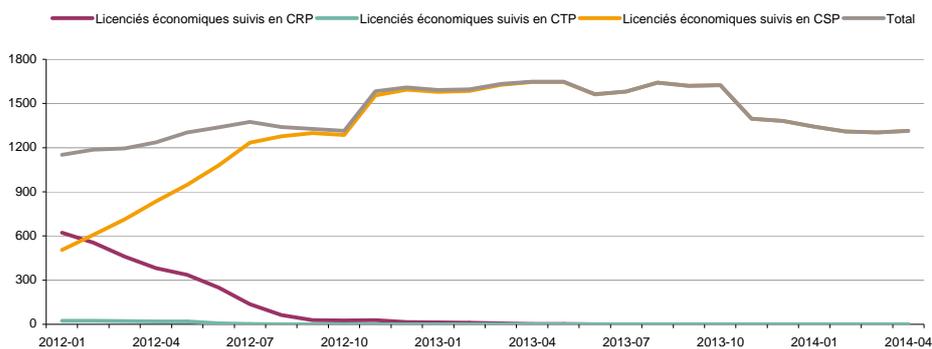
Toutes les tranches d'âge ont adhéré majoritairement à un dispositif (de 50% à 79,2%). La tranche d'âge de 35 à 44 ans affiche le taux d'adhésion le plus élevé.

## Répartition par tranche d'âge



# LA DEMANDE D'EMPLOI FIN DE MOIS AVEC DISPOSITIFS DE SUIVI (Cat. D)

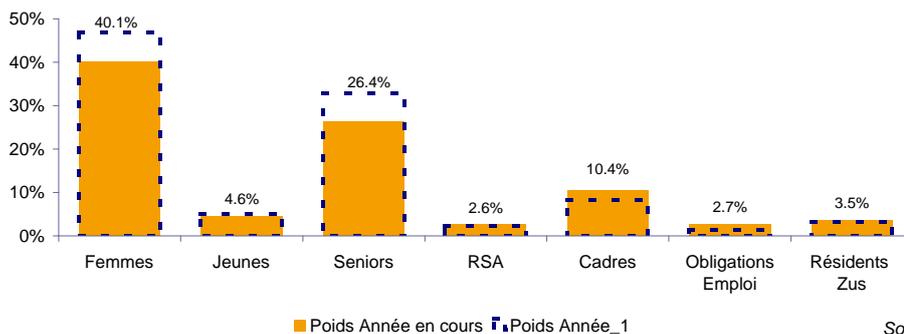
## Evolution des DEFM



	avr-12	avr-13		avr-14	
	DEFM	DEFM	Evolution annuelle	DEFM	Evolution annuelle
Licenciés économiques suivis	1 236	1 649	33.4%	1 314	-20.3%
dont CRP	381	NC			
dont CTP	20	NC			
dont CSP	835	1 647	97.2%	1 314	-20.2%

	avr-13		avr-14		Evolution annuelle
	DEFM	Poids	DEFM	Poids	
Femmes	774	46.9%	527	40.1%	-31.9%
Moins de 25 ans	85	5.2%	60	4.6%	-29.4%
50 ans et plus	542	32.9%	347	26.4%	-36.0%
Revenus de Solidarité Active	39	2.4%	34	2.6%	-12.8%
Cadres	134	8.1%	136	10.4%	1.5%
Obligations d'emploi	24	1.5%	36	2.7%	50.0%
Résidents Zone Urbaine Sensible	54	3.3%	46	3.5%	-14.8%

N.C. : données non communiquées en raison du secret statistique (données < à 5).



### Dispositif de la Convention de Reclassement Personnalisé (CRP) :

Le salarié bénéficiant d'une CRP perçoit une allocation spécifique (ASR) : pendant les 12 premiers mois, l'allocation correspond à 80 % du salaire de référence. Les salariés qui ont moins de 2 ans d'ancienneté peuvent bénéficier du dispositif de reclassement, mais avec une indemnisation moindre (l'ASRr). La convention du 19 février 2009 relative à la CRP est entrée en application le 1er avril 2009 jusqu'au 31 août 2011.

### Dispositif du Contrat de Transition Professionnelle (CTP) :

Mis en place à titre expérimental dans certains bassins d'emplois, le CTP s'adresse aux salariés dont le licenciement économique est envisagé dans une entreprise non soumise à l'obligation de proposer un congé de reclassement. Pendant la durée de ce contrat (maximum 12 mois), et en dehors des périodes durant lesquelles il exerce une activité rémunérée, le titulaire du CTP perçoit une « allocation de transition professionnelle » égale à 80 % du salaire brut moyen perçu au cours des 12 mois précédant la conclusion du CTP.

Ce dispositif prend fin au 31 août 2011.

### Dispositif du Contrat de Sécurisation Professionnelle (CSP) :

Le dispositif du contrat de Sécurisation Professionnelle s'applique aux procédures de licenciement économique engagées à compter du 1er septembre 2011.

Il concerne tous les salariés visés par une procédure de licenciement économique qui totalisent au moins 4 mois d'affiliation à l'assurance chômage sur les 28 derniers mois pour les personnes de moins de 50 ans, ou 36 derniers mois pour les personnes de plus de 50 ans.

Le CSP concerne les entreprises de moins de 1000 salariés et les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire (quel que soit le nombre de salariés) qui ont engagé une procédure de licenciement économique.

Le bénéficiaire du CSP perçoit une allocation de sécurisation professionnelle (ASP).

Son montant est fixé à 80% du salaire journalier de référence. Il ne peut être inférieur au montant que le salarié aurait perçu si l'ARE lui avait été versée durant cette période.

Ce dispositif prend la suite du dispositif du CTP et de celui de la CRP.

### Situation à l'issue des dispositifs

Catégorie A : Demandeur d'emploi sans activité réduite

Catégorie B et C : Demandeur d'emploi avec activité réduite

Catégorie D : Demandeur d'emploi en formation

Catégorie E : Demandeur d'emploi en emploi (contrat aidé, créateur d'entreprise)

Sortie du dispositif : Demandeur d'emploi non inscrit

DEFM : Demande d'Emploi Fin de Mois

Obligation d'Emploi : Demandeur d'emploi bénéficiant de l'obligation d'emploi instituée par l'article L.323-1 du Code du travail : les travailleurs reconnus handicapés par la CDAPH, les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, les titulaires d'une pension d'invalidité, etc.

[www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr](http://www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr)

Le service Statistiques, Etudes et Evaluation est à votre disposition pour tout complément d'information.

Contact : [statspd@pole-emploi.fr](mailto:statspd@pole-emploi.fr)

Directeur de publication ad-intérim :

Jean-Luc RECHER

Directeur de la rédaction :

Josette BARREAUD

Conception et réalisation :

Service Statistiques, Etudes et Evaluation –  
Catherine MOULIN et Brigitte VIGOUROUX